

# SÉNAT DE BELGIQUE

## SESSION DE 2012-2013

19 DÉCEMBRE 2012

### **Proposition de loi complétant la loi sur les étrangers afin d'accorder une meilleure protection aux enfants**

(Déposée par Mmes Freya Piryns et Zakia Khattabi)

## DÉVELOPPEMENTS

L'émoi suscité en Belgique par l'expulsion vers l'Afghanistan du jeune Afghan Parwais Sangari, ainsi que le mouvement de solidarité qui s'est tissé il y a quelques mois, aux Pays-Bas, autour d'un autre jeune garçon expulsé, arrivé mineur et totalement intégré au pays après quelques années de séjour sur place, démontrent la nécessité d'apporter une réponse humaine à ce type de situation.

Il s'agit dans les deux cas de personnes arrivées chez nous durant leur minorité, qui ont appris la langue du pays d'accueil et qui y ont été scolarisées.

Les Pays-Bas sont également sensibles à ces situations : un accord gouvernemental qui prévoit la régularisation de jeunes demandeurs d'asile qui résident au Pays-Bas depuis cinq années a ainsi vu le jour le 29 octobre 2012.

L'adolescence est une période très importante de la vie où la personnalité se développe. Les projets de vie prennent forme, les liens sociaux se créent via notamment la scolarité suivie dans le pays d'accueil.

De nombreux jeunes ont fait l'effort d'apprendre une de nos langues nationales, d'effectuer des études, d'apprendre un métier.

Ils se sont fait des amis parmi notre population belge. Certains d'entre eux vivent dans une famille d'accueil.

# BELGISCHE SENAAT

## ZITTING 2012-2013

19 DECEMBER 2012

### **Wetsvoorstel tot aanvulling van de vreemdelingenwet om kinderen beter te beschermen**

(Ingediend door de dames Freya Piryns en Zakia Khattabi)

## TOELICHTING

De opschudding die in België ontstond door de verwijdering van de jonge Afghaan Parwais Sangari naar Afghanistan, alsook de solidariteitsbeweging die enkele maanden geleden in Nederland tot stand kwam rond een verwijderde jongen, die als minderjarige was aangekomen en na enkele jaren in het land te hebben verbleven, volledig geïntegreerd was, tonen aan dat er op dergelijke situaties een menselijk antwoord moet worden gegeven.

In beide gevallen gaat het om mensen die als minderjarige bij ons zijn aangekomen, die de taal van het gastland hebben geleerd en die er school hebben gelopen.

Ook Nederland is gevoelig voor dergelijke situaties : zo werd op 29 oktober 2012 een regeerakkoord goedgekeurd dat voorziet in de regularisatie van jonge asielzoekers die sinds vijf jaar in Nederland verblijven.

De adolescentie is een uiterst belangrijke levensfase, waarin de persoonlijkheid zich ontwikkelt. De plannen voor het leven krijgen vorm, er ontstaan sociale banden, onder andere via de school in het gastland.

Talrijke jongeren hebben de inspanning geleverd om een van onze nationale talen te leren, te studeren, een beroep te leren.

Ze hebben vrienden gemaakt bij onze Belgische bevolking. Sommigen leven in een pleeggezin.

Un État de droit digne de ce nom ne peut pas accepter que ces jeunes soient, du jour au lendemain, obligés de retourner dans un pays où ils n'ont plus de liens, plus de points de repère, plus de famille pour les aider à se réinsérer.

Notre pays est signataire de la Convention internationale des droits de l'enfant.

En Belgique, la protection donnée aux enfants est institutionnalisée par le régime de la tutelle des mineurs étrangers non accompagnés, par la possibilité pour ces jeunes de faire l'objet d'un accueil matériel en centre d'accueil, et, pour ceux qui ne sont pas demandeurs d'asile, d'obtenir un droit de séjour temporaire — qui devient définitif dans certains cas — dans le cadre de la loi du 15 décembre 1980.

Cependant, le jour où ils ont atteint l'âge de dix-huit ans, cette protection s'arrête brusquement. Nombre d'entre eux reçoivent un ordre de quitter le territoire et sont censés quitter le pays.

Or, un jeune de dix-huit ou dix-neuf ans qui doit retourner dans un pays qu'il a quitté depuis plusieurs années, sera tout aussi désarmé — voire traumatisé — en cas de retour, qu'un jeune de seize ou dix-sept ans, surtout lorsque les conditions de vie dans le pays d'origine sont très pénibles et que ce jeune a noué des liens très forts dans notre pays.

La différence de traitement que l'on accorde à un jeune, selon qu'il a moins de dix-huit ans ou plus, est énorme. Pourtant, il n'y a pas si longtemps, l'âge de la majorité civile en Belgique était fixée à vingt-et-un ans.

L'idée de prendre vingt-et-un ans comme âge charnière est justifiée par le fait qu'un jeune âgé de dix-huit ans n'est pas toujours sorti de l'adolescence, n'est souvent pas encore prêt à voler de ses propres ailes. Il est généralement encore dépendant de son entourage.

En matière d'aide à la jeunesse, l'aide accordée aux jeunes peut d'ailleurs être prolongée au-delà de dix-huit ans.

Dans certains cas, comme celui du jeune Parwais Sangari, l'acuité du problème est amplifiée par une situation de guerre ou de chaos dans le pays d'origine. Il est évident que le jeune qui est expulsé à Mogadiscio (Somalie) ou à Kaboul (Afghanistan), par exemple, des pays où les ressortissants vivent en danger permanent, seront encore plus désarmés que n'importe quel membre de la population locale.

Een rechtsstaat die naam waardig kan niet accepteren dat die jongeren van vandaag op morgen verplicht worden terug te keren naar een land waar ze geen banden, geen aanknopingspunten en geen familie meer hebben die hen kunnen helpen om zich opnieuw te integreren.

Ons land heeft het Internationaal verdrag inzake de rechten van het kind ondertekend.

In België wordt de bescherming die aan kinderen wordt gegeven geïnstitutionaliseerd door de voogdij over niet begeleide minderjarige vreemdelingen, door de mogelijkheid voor die jongeren om materieel te worden opgevangen in een opvangcentrum en voor wie geen asielzoeker is, een tijdelijk verblijfsrecht te verkrijgen — in bepaalde gevallen wordt dat definitief — in het raam van de wet van 15 december 1980.

Wanneer ze echter de leeftijd van achttien jaar hebben bereikt, eindigt die bescherming plots. Velen onder hen krijgen het bevel het grondgebied te verlaten en zij moeten het land verlaten.

Welnu, een jongere van achttien of negentien jaar die terug moet naar een land dat hij verscheidene jaren voordien verlaten heeft, zal bij zijn terugkeer even hulpeloos — of zelfs getraumatiseerd — zijn als een jongere van zestien of zeventien jaar, vooral wanneer de levensomstandigheden in het land van herkomst heel moeilijk zijn en die jongere in ons land heel sterke banden heeft aangeknoopt.

Het verschil in de behandeling die men een jongere geeft al naargelang hij jonger of ouder is dan achttien jaar, is enorm. Toch was de leeftijd van de burgerrechtelijke meerderjarigheid in België nog niet zo lang geleden eenentwintig jaar.

Het idee om eenentwintig jaar te hanteren als scharnierleeftijd is gerechtvaardigd omdat een jongere van achttien jaar de adolescentie nog niet altijd is ontgroeid en vaak nog niet klaar is om op eigen benen te staan. In het algemeen hangt de jongere dan nog af van zijn omgeving.

In de jeugdzorg kan de bijstand aan jongeren trouwens worden verlengd tot na de leeftijd van achttien jaar.

In sommige gevallen, zoals in dat van de jonge Parwais Sangari, wordt het probleem nog verscherpt doordat er in het land van herkomst oorlog woedt of chaos heerst. Het spreekt vanzelf dat een jongere die bijvoorbeeld verwijderd wordt naar Mogadishu (Somalië) of Kabul (Afghanistan), landen waarvan de onderdanen voortdurend in gevaar verkeren, nog hulpelozer zal zijn dan om het even welk lid van de plaatselijke bevolking.

Il sera tout d'abord confronté au choc du retour dans un pays où il a perdu ses réflexes de survie et, en outre, dans la plupart des cas, il n'aura pas de réseau de connaissances susceptibles de l'accueillir et de l'aider.

La présente proposition de loi vise à protéger, par la régularisation de leur séjour, les jeunes qui sont arrivés durant leur minorité dans notre pays, y ont un ancrage local, et, soit y ont résidé durant un certain nombre d'années (cinq ans lorsqu'ils sont arrivés avec leurs parents, quatre ans s'ils sont arrivés en tant que mineurs étrangers non accompagnés), soit sont originaires d'un pays au sujet duquel notre SPF Affaires étrangères — dans sa rubrique « conseils aux voyageurs » — déconseille à ses ressortissants de se rendre.

Ceux qui sont arrivés enfant et ont séjourné quatre ans (pour les MENA) ou cinq (pour ceux arrivés en famille) — et qui ont par conséquent été scolarisés dans notre pays — ne devront pas démontrer leur ancrage local, qui sera présumé.

Par contre, ceux qui sont arrivés mena en Belgique, qui ne remplissent pas la condition du long séjour en Belgique mais sont originaires d'un pays où règne l'insécurité, devront prouver leur ancrage local en Belgique par toute voie de droit.

La présente proposition vise à être en parfaite adéquation avec la législation existante et les obligations internationales liant la Belgique.

L'article 22bis de la Constitution — transposition en droit belge de l'article 3 de la Convention internationale des droits de l'enfant — prévoit que toute décision administrative doit tenir compte de l'intérêt supérieur de l'enfant.

Plus récemment, la transposition de la directive retour a inséré dans la loi du 15 décembre 1980 un article 74/13 qui prévoit expressément qu'une décision d'expulsion doive tenir compte de l'intérêt supérieur de l'enfant. La prise en compte de l'intérêt supérieur de l'enfant n'est donc pas un élément nouveau mais figure déjà dans notre législation. Il est évident que l'intérêt d'un enfant n'est pas de retourner dans un pays à ce point dangereux qu'un autre service public déconseille de s'y rendre même provisoirement. Comme il est évident que l'intérêt d'un enfant ou d'un jeune qui s'est intégré dans la société belge est de pouvoir y rester. La présente proposition de loi a pour but de combler un vide juridique.

Les instances d'asile ne s'interrogent pas sur l'intérêt supérieur de l'enfant. Les décisions prises au niveau de l'asile ne permettent donc pas de répondre à la question de l'intérêt supérieur de l'enfant dans le cadre d'un ordre de quitter le territoire,

Eerst wordt hij geconfronteerd met de schok van de terugkeer in een land waar hij zijn overlevingsreflexen heeft verloren en bovendien zal hij in de meeste gevallen geen netwerk van kennissen hebben die hem kunnen opvangen en helpen.

Dit wetsvoorstel strekt om jongeren die in ons land aankwamen toen ze nog minderjarig waren, die er lokaal verankerd zijn en die ofwel hier een aantal jaren verbleven hebben (vijf jaar wanneer ze met hun ouders zijn aangekomen, vier jaar indien ze zijn aangekomen als een niet begeleide minderjarige), ofwel afkomstig zijn uit een land waarnaar de FOD Buitenlandse Zaken — in zijn rubriek « reisadviezen » — de Belgische burgers afraadt te gaan, te beschermen door de regularisering van hun verblijf.

Zij die als kind zijn aangekomen en vier jaar (voor NBMV) of vijf jaar (voor kinderen met familie) hier hebben verbleven — en die dus in ons land naar school zijn gegaan — moeten hun lokale verankering niet aantonen, omdat die verondersteld wordt.

Kinderen die daarentegen als nbmv in België zijn gearriveerd, en die niet aan de voorwaarde van een lang verblijf in België voldoen, maar die uit een onveilig land afkomstig zijn, moeten hun lokale verankering in België aantonen met elk mogelijk rechtsmiddel.

Dit voorstel is een perfecte aanvulling op de bestaande wetgeving en de internationale verplichtingen waaraan België moet voldoen.

Artikel 22bis van de Grondwet — omzetting in Belgisch recht van artikel 3 van het internationaal Verdrag inzake de Rechten van het Kind — bepaalt dat elke administratieve beslissing rekening moet houden met het hoger belang van het kind.

Meer recent heeft de omzetting van de terugkeerrichtlijn in de wet van 15 december 1980 een artikel 74/13 ingevoegd dat expliciet bepaalt dat een beslissing tot uitwijzing rekening moet houden met het hoger belang van het kind. Het in aanmerking nemen van het hoger belang van het kind is dus geen nieuw element, maar is reeds opgenomen in onze wetgeving. Het spreekt voor zich dat het niet in het belang van een kind is om terug te keren naar een land dat zo gevaarlijk is dat een andere overhedsdienst afraadt om er naartoe te reizen, zelfs kortstondig. Net zoals het voor de hand ligt dat het in het belang van een kind of jongere is, die zich in de Belgische maatschappij heeft geïntegreerd, om hier te kunnen blijven. Het voorliggende wetsvoorstel heeft als doel een juridische leemte op te vullen.

Asielinstanties stellen zich geen vragen bij het hoger belang van het kind. De beslissingen die genomen worden op vlak van asiel laten dus niet toe om op de vraag naar het hoger belang van het kind te antwoorden, in het kader van een bevel om het

question qui s'impose pourtant à l'État belge depuis l'insertion dans la loi de l'article 74/13.

Actuellement, les pays dont sont originaires ces jeunes concernés et dans lesquels notre SPF Affaires étrangères déconseille de se rendre sont, entre autres, l'Afghanistan, l'Irak, la Somalie, la Syrie, la Colombie.

Des sources internationales fiables, comme les rapports de l'UNICEF, doivent également être consultées afin de définir les pays (dont la liste est variable) dans lesquels un retour d'enfants ou de jeunes arrivés mineurs en Belgique serait contraire à leur intérêt.

La durée de cinq ans (pour ceux qui sont arrivés avec leurs parents) ou quatre ans (pour ceux qui sont arrivés sans leurs parents) est une durée qui permet de présumer que le jeune étranger de moins de vingt-et-un ans, arrivé mineur dans notre pays, a pu s'intégrer en raison de la longueur du séjour passé en Belgique. Ceux qui sont restés moins longtemps dans notre pays mais qui sont originaires d'un pays en situation d'insécurité devront prouver leur ancrage local par toutes voies de droit.

Le séjour accordé à ces jeunes sera un séjour d'un an, dont la prolongation sera soumise à la poursuite d'études ou d'une activité professionnelle, ou consécutive à l'obtention d'un emploi. Après trois années de séjour d'un an, une régularisation définitive sera accordée.

Freya PIRYNS.  
Zakia KHATTABI.

\*  
\* \*

grondgebied te verlaten, hoewel de Belgische Staat hiertoe verplicht is sinds de invoeging van artikel 74/13 in de wet.

Momenteel zijn landen waaruit de betreffende jongeren afkomstig zijn en waarheen onze FOD Buitenlandse Zaken afraadt te reizen, onder andere Afghanistan, Irak, Somalië, Syrië, Colombia.

Betrouwbare internationale bronnen, zoals de rapporten van UNICEF, moeten eveneens worden geraadpleegd om de landen (waarvan de lijst variabel is) te bepalen waarnaar een terugkeer van kinderen of jongeren die als minderjarige in België zijn aangekomen in strijd zou zijn met hun belang.

Na de periode van vijf jaar (voor wie met zijn ouders gekomen is) of van vier jaar (voor wie zonder zijn ouders gekomen is) mag men ervan uitgaan dat de jonge vreemdeling van onder eenentwintig jaar, die als minderjarige in ons land is gekomen, zich heeft kunnen integreren, gelet op de lengte van zijn verblijf in België. Wie minder lang in ons land verbleef, maar afkomstig is uit een land dat onveilig is, moet zijn plaatselijke verankering met alle rechtsmiddelen bewijzen.

Het verblijf dat aan die jongeren wordt toegekend, wordt een verblijf van een jaar, dat kan worden verlengd op voorwaarde dat een studie of een beroepsactiviteit wordt voortgezet, of indien de jongere een baan heeft gevonden. Na een periode van drie jaar met telkens een jaar verblijfsrecht, wordt het verblijf definitief geregulariseerd.

\*  
\* \*

## PROPOSITION DE LOI

---

### Article 1<sup>er</sup>

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution

### Art. 2

Dans la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, il est inséré un article *9quinquies* rédigé comme suit :

« Art. *9quinquies*. § 1<sup>er</sup>. Sont autorisés au séjour, les étrangers qui, au moment de l'introduction de leur demande, n'ont pas encore atteint l'âge de vingt-et-un ans, qui ont développé un ancrage local en Belgique, et qui se trouvent dans une des situations suivantes :

1<sup>o</sup> soit ils ont séjourné durant cinq ans en Belgique s'ils sont arrivés avec leurs parents;

2<sup>o</sup> soit ils ont séjourné durant quatre ans en Belgique s'ils sont arrivés comme mineurs étrangers non accompagnés;

3<sup>o</sup> soit ils sont originaires d'un pays dans lequel le SPF Affaires étrangères déconseille à ses ressortissants de se rendre.

§ 2. L'ancrage local est présumé pour les demandeurs visés par le paragraphe 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>. Pour les étrangers visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, l'ancrage local peut être prouvé par toute voie de droit.

§ 3. La demande doit être introduite conformément aux dispositions de l'article *9bis*. Les circonstances exceptionnelles sont présumées.

§ 4. L'identité peut être établie par toute voie de droit. Il est tenu compte pour la preuve de l'identité prévue à l'article *9bis*, ou de la justification de l'impossibilité de l'apporter, du fait que le demandeur est arrivé en Belgique en tant que mineur ou qu'il est originaire d'un pays en situation de guerre ou de chaos. »

13 septembre 2012.

Freya PIRYNS.  
Zakia KHATTABI.

## WETSVOORSTEL

---

### Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

### Art. 2

In de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, wordt een artikel *9quinquies* ingevoegd, luidende :

« Art. *9quinquies*. § 1. Vreemdelingen die op het tijdstip van het indienen van hun aanvraag de leeftijd van eenentwintig jaar nog niet hebben bereikt en die een plaatselijke verankering in België hebben ontwikkeld, worden tot het verblijf gemachtigd indien zij zich in één van de volgende situaties bevinden :

1<sup>o</sup> gedurende vijf jaar in België verbleven hebben indien ze met hun ouders zijn aangekomen;

2<sup>o</sup> gedurende vier jaar in België verbleven hebben indien ze als niet begeleide minderjarige zijn aangekomen;

3<sup>o</sup> afkomstig zijn uit een land waarnaar de FOD Buitenlandse Zaken Belgische burgers afraadt te reizen.

§ 2. Er wordt verondersteld dat de plaatselijke verankering bestaat voor de aanvragers bedoeld in paragraaf 1, 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup>. Voor de vreemdelingen bedoeld in paragraaf 1, 3<sup>o</sup>, kan de plaatselijke verankering met elk rechtsmiddel worden bewezen.

§ 3. De aanvraag moet worden ingediend overeenkomstig de bepalingen van artikel *9bis*. Er wordt verondersteld dat de buitengewone omstandigheden bestaan.

§ 4. De identiteit mag worden bewezen met elk rechtsmiddel. Voor het bewijs van de identiteit bedoeld in artikel *9bis*, of het aantonen van de onmogelijkheid om dat bewijs te leveren, wordt rekening gehouden met het feit dat de aanvrager als minderjarige in België is gekomen of dat hij afkomstig is uit een land dat in een oorlogstoestand of in chaos verkeert. »

13 september 2012.